



1 Wolfgang Rüppel, Monument commémoratif du 17 juin 1953, 2000, ministère fédéral des Finances (ancienne Maison des ministères de RDA), Leipziger Straße 7, Berlin

Transition vers une mémoire culturelle de la RDA : le monument commémoratif du 17 juin 1953 à Berlin

Myriam Renaudot

En 1993 est né officiellement à la Chambre des députés de Berlin le projet de construire un monument commémoratif du soulèvement du 17 juin 1953 à Berlin, à la demande de l'association Arbeitskreis 17. Juni. Il devait s'agir du premier monument commémoratif du 17 Juin qui se situerait sur l'ancien territoire de la RDA, à l'un des endroits centraux où se déroulèrent les soulèvements, et qui prendrait une forme artistique spécifique, se démarquant des croix et plaques commémoratives déjà existantes. Ce projet donna lieu à un débat dans l'espace public entre les différents acteurs qui portaient le projet en amont de sa réalisation. Depuis la mise en place du monument réalisé par l'artiste Wolfgang Rüppel et inauguré le 17 juin 2000 (ill. 1-3), il est régulièrement l'objet de nouveaux débats.

Les propos tenus par le président de l'association Arbeitskreis 17. Juni le jour de l'inauguration du monument mettent en évidence l'un de ses grands enjeux. Werner Herbig, 74 ans, s'est adressé au public présent en répétant : « Parlez du 17 Juin [...] c'est très important pour nous », « Expliquez à vos enfants, à vos petits-enfants ce qu'était 1953¹ ». Égyptologue et théoricien de la mémoire collective, Jan Assmann rappelle dans son ouvrage *La mémoire culturelle* que :

« Après 40 ans, les témoins adultes d'un événement marquant sortent de la vie active, [...] pour entrer dans la vieillesse, âge où le souvenir prend plus de place, et, avec lui, le désir de le fixer et de le transmettre. [...] Ce qui aujourd'hui encore est souvenir vivant ne sera plus transmis demain que de façon médiate². »

1 « Sprechen Sie über den 17. Juni [...] das ist uns viel wert », Moritz Schuller, « Sprechen wir über den 17. Juni », dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung* 139, 17 juin 2000, Berliner Seiten, p. 2 ; « Erzählen Sie Ihren Kindern, Ihren Enkeln, was 1953 war », Konrad Schuller, « Auf den Ehrenplätzen gibt es keine Regenschirme », dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung* 140, 19 juin 2000, p. 3.

2 Jan Assmann, *La mémoire culturelle. Écriture, souvenir et imaginaire politique dans les civilisations antiques*, Paris, 2010, p. 46.

Avec les débats autour du monument commémoratif du 17 Juin, on se trouve exactement dans ce moment de transmission et de transition de ce qu'Assmann appelle la mémoire communicationnelle vers une mémoire culturelle. Mais c'est surtout Aleida Assmann qui a analysé ces phénomènes de transition et qui nous permet de saisir ce qui est en jeu dans ces débats autour du monument du 17 Juin³. La mémoire communicationnelle, ou mémoire vécue, comprend les souvenirs qui se rapportent au passé récent et que l'homme partage avec ses contemporains. Pour qu'il y ait formation d'une mémoire culturelle, plusieurs éléments sont nécessaires. Il faut que le souvenir de l'événement se transmette, ce qui se fait en particulier par le médium matériel qu'est le monument. Il faut également qu'un choix soit opéré sur ce dont on veut se souvenir et sur le regard que l'on porte sur l'événement, et il faut enfin que ceux à qui la mémoire est transmise se la réapproprient.

Le contexte de la séparation des deux Allemagnes donne une configuration spécifique aux mémoires du 17 Juin 1953. Avant 1989, le 17 Juin était tabou en RDA. Ce soulèvement, qui s'était déroulé exclusivement à l'Est, n'était commémoré qu'à l'Ouest, où il n'avait cependant pas été vécu. Une génération complète d'Allemands de l'Est a grandi avec l'absence de l'événement dans l'espace public. Après 1989, la mémoire vécue des événements peut sortir de la sphère privée et accéder plus largement à l'espace public et aux lieux authentiques. Cette configuration spécifique joue un rôle dans les processus de transition vers une mémoire culturelle qui sont en jeu lors de la réalisation du monument et des débats qui l'accompagnent.

Dans cette contribution, nous nous attacherons à identifier et analyser ces processus mémoriels dans les débats préalables à la réalisation du monument, dans le choix du concept artistique pour le monument ainsi que dans les controverses qui ont suivi la réalisation du monument.

Les événements du 17 juin 1953

Le 16 juin 1953, les ouvriers du bâtiment travaillant sur le chantier de construction de la Stalinallee à Berlin (aujourd'hui Karl-Marx-Allee et Frankfurter Allee) cessent de travailler pour protester contre les nouvelles normes imposées par le régime⁴. Il s'agissait d'une élévation des normes de production de dix pour cent avant la fin du mois de juin 1953, et cela sans majoration des salaires. Cette mesure s'inscrivait dans le programme de « construction du socialisme » lancé par le Comité central du SED en juillet 1952. D'autres ouvriers ainsi que

3 Voir Aleida Assmann, *Erinnerungsräume. Formen und Wandlungen des kulturellen Gedächtnisses*, Munich, 1999; *id.*, *Der lange Schatten der Vergangenheit. Erinnerungskultur und Geschichtspolitik*, Munich, 2006.

4 Baptisée « Stalinallee » de 1949 à 1961, l'avenue qui menait à l'Est vers la Pologne et Moscou occupait une position de choix pour devenir la vitrine de la nouvelle République démocratique allemande.

des passants s'unirent aux manifestants, si bien que dix mille personnes se rassemblèrent devant le siège du gouvernement de la RDA. Cette manifestation s'acheva le 16 avec un appel à la grève générale, et l'on décida de se rassembler à nouveau le lendemain matin. Très rapidement, la grève s'étendit et les manifestations se transformèrent en soulèvement populaire dans toute la RDA. Aux revendications sociales (annulation de l'ordonnance prévoyant l'augmentation des normes, amélioration des conditions de vie et de travail) s'ajoutèrent des revendications d'ordre politique. Les manifestants réclamèrent la démission du gouvernement en place, l'organisation d'élections libres impliquant l'idée d'unification et la libération des prisonniers politiques. Les manifestations furent finalement réprimées par l'occupant soviétique qui déclara l'état d'urgence dans tout le territoire le 17 juin 1953, les chars de l'Armée rouge dispersèrent les manifestants, sous les sifflets et les jets de pavés.

L'ampleur de la répression peut être aujourd'hui plus exactement chiffrée : une centaine de personnes moururent pendant les soulèvements, une vingtaine furent condamnées à mort, treize mille à quinze mille arrestations eurent lieu dans les semaines suivantes, sans parler de la fuite de certains habitants hors de la RDA⁵.

À l'Est, dès le 19 juin 1953, les dirigeants du Parti interprétèrent les soulèvements comme un « putsch fasciste » mené par des agents d'Allemagne de l'Ouest. Les soulèvements du 17 juin devinrent un événement tabou en RDA. À l'Ouest, dès août 1953, le 17 Juin fut proclamé « Jour de l'unité allemande », fête nationale de la RFA. Instrumentalisé par les divers gouvernements ouest-allemands qui se succédèrent, le 17 Juin comme fête nationale fut finalement remplacé en 1990 par le 3 Octobre.

La question du lieu : choix d'une mémoire de l'événement

C'est au moment du quarantième anniversaire de l'événement qu'est né le projet de construire un monument commémoratif du 17 Juin à Berlin, à la demande de l'association Arbeitskreis 17. Juni. Née en 1964 en RFA, cette association regroupe des participants aux soulèvements du 17 Juin qui ont fui à l'Ouest, et a pour objectif de représenter les intérêts de ces victimes de la répression. Son président Werner Herbig, pour ne citer qu'un exemple, faisait partie des grévistes de Görlitz. Il fut arrêté le soir du 17 juin et condamné un mois plus tard à cinq ans de prison. Une fois cette peine écoulee, il fuit à Berlin-Ouest avec sa femme.

À la suite de cette demande de l'association, les groupes parlementaires de la CDU et du SPD de la Chambre des députés de Berlin déposèrent une requête

5 Voir Ilko-Sascha Kowalczyk, 17.06.53: *Volksaufstand in der DDR. Ursachen - Abläufe - Folgen*, Brême, 2003, p. 9.

en faveur de la construction d'un tel monument. C'est le gouvernement de Berlin (*Berliner Senat*) – et plus particulièrement le département chargé de la Construction, de l'Habitat et du Transport (*Senatsverwaltung für Bauen, Wohnen und Verkehr*) – qui fut mandaté pour ériger un monument « à l'un des endroits centraux qui furent le théâtre du soulèvement du 17 juin 1953 [...], pour rendre hommage de manière appropriée aux victimes de l'époque⁶ ». Le choix du lieu où établir ce monument n'était pas imposé mais devait faire partie du concept proposé par les artistes qui concourraient. Avant de lancer le concours et dans une volonté de démocratiser le processus d'établissement d'un monument, le gouvernement de Berlin organisa un grand symposium les 26 et 27 septembre 1996, lors duquel historiens, historiens de l'art, journalistes, sociologues, politologues, artistes et témoins purent discuter du but et de la forme à donner à ce monument ainsi que du lieu où l'établir⁷. Ces discussions devaient ensuite aider les artistes à élaborer leur concept. L'un des points de désaccord relayés dans la presse à la suite de ce symposium concernait le lieu où implanter ce monument. Tous les participants étaient d'accord pour choisir un lieu authentique, mais plusieurs propositions entrèrent en concurrence. Aux divers lieux proposés correspondent différentes mémoires du soulèvement de 1953 et différentes manières de vouloir inscrire le 17 Juin dans le paysage berlinois.

Dans l'étude préalable menée à la demande du gouvernement de Berlin – et qui devait servir de base de discussion pour l'organisation du symposium –, les quatre experts requis proposèrent dans leur conclusion l'ancien « Bloc 40 » de la Stalinallee comme lieu possible pour établir le futur monument car c'est à cet endroit et dans cette avenue que le mouvement avait pris naissance⁸. Avec l'ancienne Stalinallee, ce sont l'origine sociale des soulèvements et donc l'interprétation du 17 Juin comme un soulèvement ouvrier et non comme un soulèvement populaire qui seraient mises en avant. Mais cette proposition de lieu a entraîné une réaction de l'association Arbeitskreis 17. Juni. D'après les membres de l'association, le monument devait être érigé sur la place située devant l'ancienne Maison des ministères de RDA (*Haus der Ministerien*) – lieu central du gouvernement de RDA qui abritait les différents ministères, devenu aujourd'hui le ministère des Finances de la République fédérale –, à l'angle des rues Wilhelmstraße et Leipziger Straße. Les vétérans du 17 Juin souhaitaient ainsi que le monument soit implanté sur le lieu représentant la transition d'un soulèvement social vers un soulèvement politique. En effet, les manifestants s'étaient regroupés sur cette place devant la Maison des ministères, où deux délégués du « Bloc 40 »

6 « [...] an einem der zentralen Schauplätze des Aufstandes vom 17. Juni 1953 [...], um die Opfer von damals in angemessener Weise zu würdigen », Tobias Böhm *et al.*, *Studie zu den Ereignissen des 17. Juni 1953. Grundlage für die Errichtung eines Denkmals zur Würdigung der Opfer des Arbeiteraufstandes*, Berlin, 1995, p. 5.

7 Monica Geyler, *Symposium zum Denkmal für die Ereignisse des 17. Juni 1953: Dokumentation*, Berlin, 1996.

8 Böhm, 1995 (note 6), p. 50-52. Quatre chercheurs, deux originaires de l'Est (Tobias Böhm et Andreas Mahal) et deux de l'Ouest (Siegfried Heimann et Dietmar Schiller), spécialistes d'histoire, de sciences politiques ou encore d'études culturelles, ont été chargés de mener cette étude préalable.

demandèrent à parler aux dirigeants Ulbricht et Grotewohl, qui n'étaient en fait pas présents dans les lieux⁹. Devant l'accumulation de manifestants et le ton de leurs revendications, c'est Fritz Selbmann, ministre de l'Exploitation des mines et de la Métallurgie, qui vint s'adresser aux manifestants, en montant sur une table transformée en estrade improvisée. Il fut très rapidement chassé de cette table et remplacé par un ouvrier du bâtiment qui énonça alors des revendications d'ordre politique. Il ne s'agissait plus uniquement d'une manifestation contre les normes, et des manifestants de tout Berlin s'étaient joints aux ouvriers du bâtiment.

Werner Herbig et son association étaient opposés au choix de la Stalinallee car ce lieu ne correspondait pas à leur mémoire positive de l'événement, comme ils l'exprimèrent lors du symposium, alors que la place devant l'ancienne Maison des ministères représentait à leurs yeux un aspect victorieux¹⁰. Ils souhaitaient mettre en avant le fait d'avoir combattu non seulement pour de meilleures conditions de travail (aspect social), mais surtout pour la liberté et la démocratie (aspect politique). Pour l'ancien militant pour les droits civiques Wolfgang Templin, la Leipziger Straße et la place devant l'ancienne Maison des ministères rendraient mieux compte de la complexité de l'événement que la Stalinallee¹¹.

Pour d'autres participants au symposium en revanche, cette place n'était pas appropriée à un monument en l'honneur du 17 juin 1953 en raison de sa référence au national-socialisme¹². Le bâtiment à l'architecture nationale-socialiste où se situait la Maison des ministères de RDA fut en effet construit à l'origine pour abriter le ministère de l'Aviation de Göring sous le III^e Reich. Plusieurs couches de l'histoire allemande se superposent donc en ce lieu, ce qui est considéré comme un obstacle pour transmettre la mémoire du 17 Juin¹³.

D'autres lieux possibles furent proposés par les participants au symposium, comme la Potsdamer Platz par exemple. Cette place symboliserait une troisième phase dans le déroulement des événements : la répression par les chars soviétiques. Mais c'est principalement autour de la Stalinallee et de l'ancienne Maison des ministères que se sont concentrés les débats retransmis dans la presse à la suite du symposium.

Dans la question du lieu où construire le monument se joue en partie le choix de la mémoire du 17 Juin que l'on veut transmettre. L'ancienne Maison des ministères se trouve au centre de la vie politique et touristique berlinoise, ce qui peut permettre de donner plus de visibilité aux événements du 17 Juin. Cela correspond bien au projet de l'association Arbeitskreis 17. Juni qui se bat pour une plus grande présence du 17 Juin dans l'espace public allemand et contre

9 *Ibid.*, p. 11-12.

10 Thomas Lutz, « Bericht », dans Geyler, 1996 (note 7), p. 131.

11 Wolfgang Templin, « Statement », dans Geyler, 1996 (note 7), p. 64.

12 Eberhard Elfert, « Bestehende Denkmäler für die Ereignisse des 17. Juni in Berlin. Entstehung und Nutzung », dans Geyler, 1996 (note 7), p. 80 ; Lutz, 1996 (note 10), p. 131.

13 Elfert, 1996 (note 12), p. 80.

l'oubli de cette date (favorisé d'après eux par la suppression du 17 Juin comme fête nationale allemande). Ce lieu correspond bien à leur volonté d'obtenir un monument central, mettant en avant une mémoire positive de l'événement. La Stalinallee est plus excentrée par rapport au cœur politique et touristique. Les historiens et historiens de l'art qui se sont exprimés sur la question du lieu soulignèrent justement leur objection à l'érection d'un monument central, pour lequel un risque d'instrumentalisation politique est plus grand. Ils rappellent que le 17 Juin a justement déjà été l'objet d'instrumentalisations politiques du temps de la division. Leur préférence pour la Stalinallee va de pair avec l'idée d'un monument décentralisé, qui se déclinerait en fait en plusieurs monuments le long de la Stalinallee¹⁴. Ces différentes prises de position soulignent l'opposition entre la perspective des témoins et des anciens participants au 17 Juin qui ont une mémoire vécue et encore vive de l'événement d'une part, et d'autre part celle des historiens et historiens de l'art qui n'ont pas vécu l'événement lui-même mais éventuellement son instrumentalisation.

Enfin, la prise de position du ministre fédéral des Finances de l'époque, Theo Waigel, en défaveur d'un monument situé devant son ministère, donc devant l'ancienne Maison des ministères, révèle une autre fragmentation de la mémoire. Les arguments avancés par Theo Waigel concernaient les conditions de sécurité¹⁵. Il a exprimé sa crainte de voir des manifestations avoir lieu devant son ministère si le monument était érigé sur la place. Theo Waigel, ministre CSU originaire de Bavière, se sent probablement moins concerné et touché par le 17 Juin que ses collègues berlinois ou est-allemands. Il a sans doute été confronté au 17 Juin uniquement par l'intermédiaire de sa commémoration à l'Ouest. Cette réaction de Theo Waigel met aussi en évidence la collision entre le passé et les préoccupations du présent dans la transmission de la mémoire du 17 Juin.

Finalement, c'est devant l'ancienne Maison des ministères que le monument allait être construit, choix déterminé par le concept artistique retenu à l'issue du concours pour l'édification du monument.

Projet Karrenberg vs projet Rüppel : enjeux mémoriels

Le premier jury désigné par le gouvernement du Land de Berlin n'a retenu en février 1998 aucun des cinquante-quatre projets présentés, qui n'étaient pas assez solides à ses yeux pour être poursuivis dans une deuxième phase, malgré leur variété artistique et les discussions préparatoires qui ont eu lieu au cours du

14 Lutz, 1996 (note 10), p. 131-132.

15 Wolfgang Templin, « Da war doch was », dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung* 138, 16 juin 2000, Berliner Seiten, p. 1.

symposium et auxquelles les artistes purent assister¹⁶. À la suite de cet « échec », le département de la Construction du Land de Berlin a composé un jury renouvelé qui avait pour mission d'analyser à nouveau les cinquante-quatre projets proposés. Cette réaction montre la volonté qui animait la sphère politique en faveur de la construction d'un monument commémoratif du 17 Juin : il n'a pas été question d'abandonner le projet malgré les difficultés financières du Land de Berlin, ni de tout recommencer à zéro¹⁷. Finalement, ce second jury, après avoir sélectionné sept des cinquante-quatre projets initiaux pour le deuxième tour du concours, déclara le projet proposé par Katharina Karrenberg vainqueur en novembre 1998.

Cette artiste proposait d'installer dans le sol une inscription lumineuse, sur la Leipziger Platz, place située sur la Leipziger Straße entre la Potsdamer Platz et l'ancienne Maison des ministères. L'inscription lumineuse devait être scindée en deux parties, de part et d'autre de la place, séparées par la chaussée. On pourrait lire d'un côté de la place « wer bin ich, dass ich sagen könnte » et de l'autre « eine heroische Tat »¹⁸. Les projecteurs encastrés dans le sol prévus pour cette inscription lumineuse devaient être dotés de photographies ou de courts textes informatifs sur le 17 Juin, lisibles de près¹⁹. D'après les explications de l'artiste elle-même, le visiteur, à la lecture de la deuxième partie de l'inscription lumineuse, pourrait avoir l'impression d'être en présence d'un monument héroïsant le passé, mais la première partie du texte remet cette conception en question. Ce monument avait donc pour objectif clairement exprimé de faire réfléchir chaque visiteur à ce qu'il associe aux soulèvements du 17 Juin.

Le projet de Karrenberg fut l'objet de vives réactions critiques, en premier lieu de la part de l'association Arbeitskreis 17. Juni, avant que des acteurs politiques s'expriment également publiquement contre lui. Werner Herbig interpréta l'inscription proposée par Karrenberg comme une remise en question de l'action et du courage des manifestants du 17 Juin. Il voyait dans ce projet « un dénigrement et un outrage » à leur action²⁰, alors que l'association souhaitait au contraire une mise en valeur de leurs actes et la transmission d'une mémoire positive de l'événement. L'association demandait un monument qui représente une position claire par rapport aux événements, ce qui d'après eux n'était pas le

16 Florian von Buttlar, « Denkmal 17. Juni 1953. Zur 1. Phase des Kunstwettbewerbs », dans *kunststadt stadt-kunst* 43, 1998, p. 13-14 ; « Erklärung der 1. Jury vom 26.2.98 », dans *Verlorene Inhalte. Verordnetes Denkmal. Beiträge zum Wettbewerb „17. Juni 1953“*, éd. par Neue Gesellschaft für bildende Kunst, Berlin, 2000, p. 73.

17 L'historien de l'art Dietrich Schubert rappela l'endettement du Land de Berlin lors de son intervention au symposium, dans laquelle il s'exprimait contre le projet de construire un monument commémoratif du 17 Juin à Berlin. D'après lui, construire un tel monument, ce serait surtout faire plaisir au gouvernement de Berlin, qui est prêt à financer ce projet malgré les difficultés financières du Land. Dietrich Schubert, « Warum, für wen und zu welchem Ziele nach 44 Jahren ein Denkmal für den 17. Juni 1953 », dans *Verlorene Inhalte*, 2000 (note 16), p. 95.

18 « qui suis-je pour pouvoir dire : un acte héroïque ».

19 Pour une présentation du projet par l'artiste elle-même, voir *Verlorene Inhalte*, 2000 (note 16), p. 44-51.

20 « Herabwürdigung und Schmähung », Harald Jähner, « Wer bin ich, daß ich denke », dans *Berliner Zeitung*, 3 décembre 1998.

cas de celui qu'avait proposé Karrenberg. Herbig et les vétérans du 17 Juin souhaitent en premier lieu une reconnaissance du 17 juin 1953 et non un prétexte à la réflexion sur ce qu'est un monument ou sur ce que signifie être un héros. Le choix du lieu fut également critiqué car il ne correspondait pas à un lieu authentique auquel les vétérans associent leur souvenir des soulèvements. Ainsi, dans la transmission de la mémoire entre ceux qui ont vécu l'événement et ceux qui ne l'ont pas vécu, se pose la question du choix d'une position et d'un message clairs à transmettre aux générations futures. Tandis que plusieurs voix s'étaient exprimées lors du symposium en faveur d'un monument qui ne fixerait pas une interprétation mais poserait des questions, afin de respecter la pluralité des formes qu'avait prises le soulèvement en RDA et la pluralité des mémoires, l'association Arbeitskreis 17. Juni tenait à la transmission d'une interprétation sans équivoque et positive²¹.

Aux critiques des vétérans du 17 Juin se sont vite ajoutées celles de personnalités politiques. Florian Mausbach, président de l'ancienne direction fédérale de la Construction (*Bundesbaudirektion*), voyait dans le texte de l'inscription lumineuse de Karrenberg « une incapacité à être en deuil tout comme à fêter qui est scandaleuse » et interprétait le questionnement proposé par Karrenberg dans ce texte comme une « incapacité à distinguer le bien et le mal »²². Günter Nooke, ancien militant pour les droits civiques en RDA et député CDU au Bundestag, est également venu appuyer les plaintes et revendications de Werner Herbig. Pour lui, le monument proposé par Karrenberg est incompréhensible, même avec de la bonne volonté. Il critique ouvertement le gouvernement de Berlin pour ne pas avoir saisi l'enjeu politique d'un tel monument en choisissant le projet de Karrenberg²³. Enfin, le maire-gouverneur de Berlin Eberhard Diepgen (CDU) et le sénateur chargé du département de la Construction du Land de Berlin, Jürgen Klemann (CDU), se sont également ralliés à la cause des vétérans du 17 Juin en critiquant publiquement le projet de Karrenberg²⁴. Finalement, malgré le soutien de certains historiens ou historiens de l'art (Peter Steinbach, Kathrin Hoffmann-Curtius, qui avaient tous deux fait partie du jury)²⁵ et à la suite de cette pression exercée par l'association de vétérans, appuyée par des personnalités politiques et par la presse berlinoise, le gouvernement de Berlin refusa le projet de Katharina Karrenberg et retint celui de Wolfgang Rüppel, qui avait été classé en deuxième position par le jury.

21 Voir Insa Eschebach, « Bericht », dans Geyler, 1996 (note 7), p. 110-111.

22 « Unfähigkeit, zu trauern wie zu feiern sei skandalös », « zwischen Gute und Böse zu unterscheiden », Harald Jähner, « Wer bin ich, daß ich denke », dans *Berliner Zeitung*, 3 décembre 1998.

23 Voir Torsten Harmsen, « Seelenschmerz statt Gedenken », dans *Berliner Zeitung*, 7 décembre 1998.

24 Voir Christine Richter, « Senat lehnt Denkmal zum 17. Juni ab », dans *Berliner Zeitung*, 9 décembre 1998; Kathrin Hoffmann-Curtius, « Presserezeption zum 1. Preis der Jury für ein Denkmal zum 17. Juni 1953 », dans *Verlorene Inhalte*, 2000 (note 16), p. 53-60.

25 Hoffmann-Curtius, 2000 (note 24).

Ces vives réactions contre le projet de Karrenberg mettent en évidence une opposition entre réflexion artistique et historique d'une part et mémoire vécue d'autre part. Le côté plus universel du monument proposé par Katharina Karrenberg se heurte à la mémoire encore à vif des participants au 17 Juin.



2 Détail de la photographie faisant partie du monument commémoratif du 17 juin 1953, 2000, Berlin

Le débat autour du premier prix montre également que ce projet de monument public en mémoire d'un événement marquant de l'histoire allemande a certes été l'objet de discussions et négociations entre divers acteurs mais que, finalement, la décision finale revient à celui qui paye et commande le monument : le gouvernement de Berlin a eu et imposé le dernier mot. Quelle(s) mémoire(s) du 17 Juin le monument de Rüppel transmet-il ?

Le monument proposé par Wolfgang Rüppel consiste en une photographie historique géante de vingt-cinq mètres de long sur quatre mètres de large, mise sous verre et incrustée dans le sol devant la façade nord du bâtiment de l'ancienne Maison des ministères (ill. 1). La photographie représente la première ligne d'un cortège de manifestants qui se tiennent par le bras (ill. 2). Cette position met en avant le courage et la détermination des manifestants, sans que



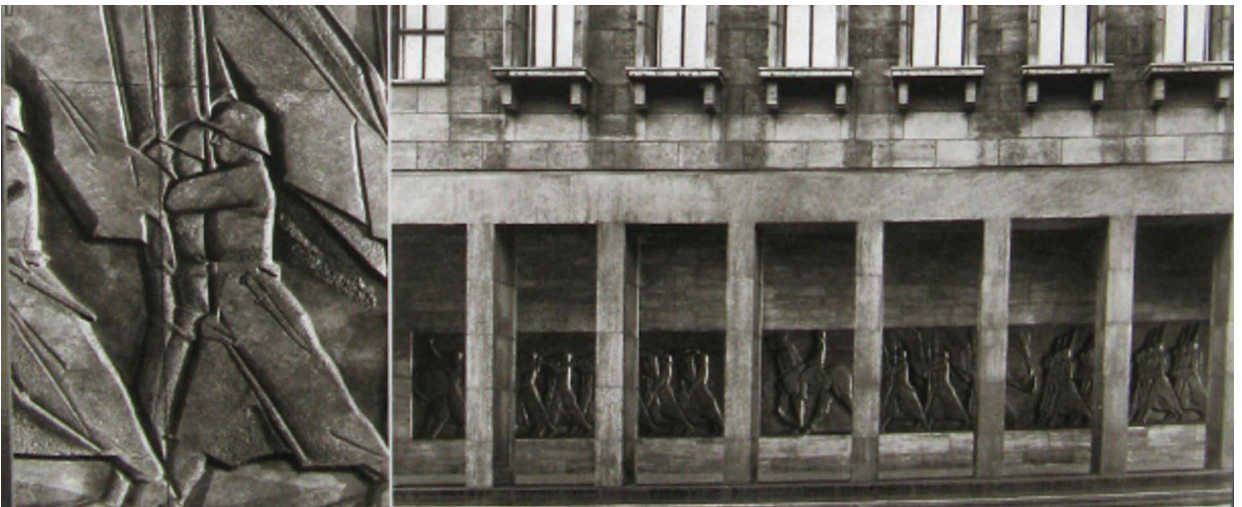
3 Monument commémoratif du 17 juin 1953, 2000, Berlin; à l'arrière-plan, sous la galerie de ce qui fut la Maison des ministères de RDA, l'œuvre murale de Max Lingner, 1953

ceux-ci soient pour autant représentés de manière héroïque²⁶. La photographie correspond en taille et proportions à la fresque socialiste de Max Lingner, située « en face » dans la galerie du bâtiment (ill. 3). Cette fresque représente une vision idéalisée et idéologique de la vie quotidienne en RDA en mettant en scène de jeunes pionniers, des paysans ou des ouvriers au travail (ill. 4). Elle fut inaugurée le 3 janvier 1953 à la suite d'une commande officielle du ministère de la Construction de RDA. Le SED souhaitait faire ainsi de la Maison des ministères de la RDA le symbole de la victoire sur le nazisme. La fresque de Lingner était en effet venue remplacer le relief en pierre qui, jusqu'à la fin de la guerre, avait occupé le même mur de la galerie, et qui représentait une compagnie porte-

²⁶ Voir les explications de Wolfgang Rüppel dans Peter Funken, « Kunstwettbewerb "Denkmal 17. Juni 1953" », dans *kunststadt stadtkunst* 45, 1999, p. 14.



4 Max Lingner, *Die Bedeutung des Friedens für die kulturelle Entwicklung der Menschheit und die Notwendigkeit des kämpferischen Einsatzes für ihn* (*L'importance de la paix pour le développement culturel de l'humanité et la nécessité de se battre pour elle*), carreaux de porcelaine de Meissen, commande officielle du ministère de la Construction de RDA, 1953, faisant aujourd'hui partie du monument commémoratif du 17 juin 1953, 2000, Berlin



5 Arnold Waldschmidt, *Relief du soldat*, 1941, sous la galerie de ce qui fut le ministère de l'Aviation du Reich, aujourd'hui le site du monument commémoratif du 17 juin 1953, 2000, Berlin (reproduction sur le panneau d'information)

drapeaux de la Wehrmacht (ill. 5)²⁷. L'idée de l'artiste Wolfgang Rüppel était de proposer avec son projet à la fois un commentaire (*Kommentar*) de la fresque et une confrontation (*Gegenüberstellung*) à celle-ci²⁸. Le parallèle et l'opposition entre les deux sont soulignés par le contraste couleur/noir et blanc – la fresque est en effet en couleurs alors que la photographie est en noir et blanc – mais aussi par le contraste entre les deux supports utilisés – un dessin d'un côté, une photographie de l'autre. Ces contrastes soulignent l'opposition entre l'idéologie et la réalité du régime. Le bâtiment de l'actuel ministère des Finances se reflète dans le verre sous lequel se trouve la photographie, ce qui donne l'impression que les manifestants de la photographie partent à l'assaut du bâtiment représentant le régime de la RDA, mais également que le souvenir du régime reste toujours présent, tel un reflet, dans la mémoire de ceux qui ont participé au 17 Juin (ill. 2).

En outre, on est frappé lorsqu'on se trouve devant le monument de Rüppel par l'austérité du bâtiment devant lequel il est placé, complexe architectural hérité à l'évidence du III^e Reich. Le visiteur est ici face à plusieurs couches de mémoire, ce qui est une caractéristique de l'architecture berlinoise. En comparaison de ce bâtiment, on est en présence d'un monument du 17 Juin qui n'est pas monumental, mais qui est plutôt conçu comme une pierre d'achoppement (*Stolperstein*), car il se confond presque avec le sol. Le visiteur ou le passant vient buter par hasard contre les rebords de la photographie, ce qui contraste par rapport à la monumentalité du bâtiment ou même à la visibilité de la fresque socialiste.

La photographie rappelle également le support grâce auquel l'événement a été connu. On ne crée pas un nouveau visuel mais on choisit parmi les visuels qui existent déjà. Cette photographie n'a pas été prise pour être commémorée, mais elle change de statut en devenant partie intégrante d'un monument commémoratif. Cet instantané du vécu peut se rapprocher ainsi de la mémoire vécue, ce qui se distingue d'une représentation abstraite comme celle de Lingner – même si cette photographie, bien que supposée objective, a aussi été l'objet d'un choix et d'une mise en scène.

D'après le témoignage donné par l'artiste lui-même, ce monument a notamment pour objectif d'aider ceux qui n'ont pas vécu l'événement, mais ont vécu son instrumentalisation en RFA, à découvrir le sens humain et civique du 17 juin 1953²⁹. Wolfgang Rüppel est un Berlinoise de l'Ouest qui explique avoir eu un rapport particulier avec cette date. Avant le tournant de 1989-1990, il avait un rapport très froid et distancié avec cette journée où les gens allaient se baigner. La commémoration du 17 Juin n'était qu'un rituel politique anticommuniste, mais sa vision a changé au moment de l'unification et la révolte de 1953 signi-

27 Ce relief avait été réalisé en 1941 par Arnold Waldschmidt; voir Claudia Büttner, *Geschichte der Kunst am Bau in Deutschland*, éd. par Bundesministerium für Verkehr, Bau und Stadtentwicklung, Berlin, 2011, p. 18.

28 Tobias Miller, «Ein in Glas geätztes Foto soll an den 17. Juni 1953 erinnern», dans *Berliner Zeitung*, 3 février 1999.

29 Susanne Leinemann, «Denkmal schlägt Denkmal», dans *Die Welt*, 16 juin 2000.

fie pour lui à présent un jour de désobéissance civile. RüppeI s'identifie à la mémoire d'un événement auquel il n'a pas participé et propose un monument qui doit permettre à d'autres de s'identifier à elle de la même manière, ce qui peut contribuer à résoudre la fragmentation des mémoires entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne autour du 17 Juin. Ainsi, ce monument se positionne par rapport à la mémoire officielle de la RDA (par le jeu de miroir avec la fresque de Lingner), mais également par rapport à l'ancienne mémoire officielle de l'événement en RFA (par l'explication qu'en donne l'artiste lui-même). Il témoigne d'un double enjeu de mémoire dans le passage à une mémoire culturelle en raison de la spécificité allemande. Il y a bien transmission de la mémoire de ceux qui ont vécu l'événement aux générations qui ne l'ont pas vécu (fracture temporelle), mais aussi transmission de la mémoire vécue par l'Est à une même génération de l'Ouest qui n'a pas de mémoire vécue (fracture géographique/historique), et enfin passage d'une mémoire privée à une mémoire publique de l'événement pour les Allemands de l'Est.

Ainsi, l'association à l'origine de toute cette initiative a obtenu – dans une certaine mesure – ce qu'elle désirait (Werner Herbig, qui avait fait partie du deuxième jury du concours, n'avait pas voté pour le projet de RüppeI mais pour celui de Jörg Herold³⁰) : le monument se situe devant l'ancienne Maison des ministères, et son sens est clair et sans équivoque. Contrairement à son concurrent, il ne provoque pas, ne pose pas question. Le gouvernement de Berlin a suivi les revendications de Werner Herbig et de son association exprimées dans le débat sur le projet de Karrenberg. La vision de l'histoire que le monument propose – une contestation du régime de la RDA par les manifestants du 17 juin, mais également un exemple de courage civil face à une dictature – est également en adéquation avec la mémoire officielle transmise par la sphère politique lors des commémorations du 17 Juin. D'après la théorie de la mémoire collective développée par la sociologue Marie-Claire Lavabre, si les souvenirs du passé (mémoire vécue) et les politiques de la mémoire (mémoire officielle) se rencontrent, alors une mémoire collective peut se construire³¹. Le monument de RüppeI est-il en mesure de transmettre cette mémoire collective ?

Pour certains critiques, ce monument ne permet pas de rendre compte de la pluralité des mémoires du 17 Juin mises en évidence lors du symposium. Ce monument mettrait un terme au débat plutôt que de donner une impulsion pour de futurs débats dans l'espace public, qui permettraient justement une réappropriation de la mémoire des événements par la population allemande et donc une transmission de la mémoire vécue³².

30 Ce projet proposait d'agrandir une photographie des soulèvements et d'en couvrir la place devant l'ancienne Maison des ministères. Harald Jähner, « Wer bin ich, daß ich denke », dans *Berliner Zeitung*, 3 décembre 1998.

31 Marie-Claire Lavabre, « De la notion de mémoire à la production des mémoires collectives », dans Daniel Cerfaï (éd.), *Cultures politiques*, Paris, 2001, p. 233-252.

32 Wolfgang Kil, « Der 17. Juni – ein Erinnerungsdiktat? », dans *Verlorene Inhalte*, 2000 (note 16), p. 32.

Cette crainte s'est toutefois révélée infondée, les débats continuent depuis l'inauguration du monument en 2000, mais relayés désormais par d'autres groupes.

Les panneaux photographiques pour compléter le monument : le débat continue

À l'occasion du cinquantième anniversaire du 17 Juin en 2003, la directrice du musée privé Haus am Checkpoint Charlie – appelé également « musée du Mur » –, Alexandra Hildebrandt, obtint l'autorisation de suspendre à nouveau aux façades de l'ancienne Maison des ministères de grands panneaux photographiques documentant divers aspects du soulèvement du 17 Juin, et cela pendant quinze jours (ill. 6). Ces photos avaient en effet déjà orné les murs du bâtiment à partir d'octobre 1994 (au moment des élections au Bundestag, date choisie pour rendre hommage aux manifestants qui avaient exigé la tenue d'élections libres), mais durent être retirées fin 1995 parce que les façades du bâtiment allaient être rénovées³³. En 2003, Alexandra Hildebrandt exprima des critiques à l'égard du monument commémoratif de Rüppel qui ne serait pas assez visible dans le paysage berlinois. Elle soulignait en opposition l'« éclat » de la fresque socialiste de Max Lingner³⁴. Les passants ne peuvent pas voir le monument de Rüppel de loin, ne serait-ce que depuis l'autre côté de la rue, et de près, la photographie serait trop grande et d'une mauvaise résolution³⁵. Elle qualifie le monument de Rüppel de « baignoire » inapte à rappeler convenablement le souvenir du 17 Juin en raison de sa non-visibilité et du manque d'informations³⁶. Ce monument ne serait compréhensible que pour ceux qui connaissent déjà l'événement. Ce sont les raisons pour lesquelles elle désirait obtenir que les panneaux photographiques soient à nouveau exposés aux murs du bâtiment. Dans le courrier de demande qu'elle avait adressé à la Chambre des députés de Berlin, elle s'était appuyée dans son argumentation sur les revendications des victimes du 17 Juin : nombre d'entre elles sont mortes désormais et les autres n'ont plus la force de se battre pour obtenir un « meilleur monument³⁷ ». Une fois écoulé le court délai de quinze jours accordé en juin 2003, Alexandra Hildebrandt refusa de retirer

33 Voir Bernd Eisenfeld, Ilko-Sascha Kowalczyk et Ehrhart Neubert, *Die verdrängte Revolution. Der Platz des 17. Juni 1953 in der deutschen Geschichte*, Brême, 2004, p. 794.

34 *Ibid.*, p. 800.

35 Sabine Deckwerth, « Erinnern ja – aber der Denkmalschutz geht vor », dans *Berliner Zeitung*, 9 septembre 2004.

36 « *Badewanne* ». Michael Sontheimer, « Gerangel um Fototafeln an Eichels Wand », *Spiegel online*, 17 juin 2004.

37 « *besseres Mahnmahl* », Mauermuseum – Haus am Checkpoint Charlie, Offener Brief an den Parlamentspräsidenten, den Regierenden Bürgermeister, die Parteivorsitzenden von CDU, SPD und FDP, Bündnis 90/Die Grünen, PDS. Berlin, den 18. Februar 2003. Cité d'après Eisenfeld *et al.*, 2004 (note 33), p. 800.



6 Panneaux avec photographies du soulèvement du 17 juin 1953, installés en 2003 sur la façade de ce qui fut la Maison des ministères de RDA, aujourd'hui le site du monument commémoratif du 17 juin 1953, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'événement, sur initiative du musée privé Haus am Checkpoint Charlie, dit aussi le « musée du Mur »

les panneaux photographiques et entra ainsi en conflit avec le ministère des Finances, à qui appartient ces façades.

Les arguments d'Alexandra Hildebrandt dans ce débat tournent essentiellement autour de la concurrence des mémoires à Berlin. D'après le débat relayé dans la presse, elle ne comprend pas « pourquoi il y a à Berlin une multitude de monuments commémoratifs, de mémoriaux et de musées qui rappellent le sou-

venir des victimes du national-socialisme, mais aucun monument adapté pour le soulèvement [du 17 Juin]³⁸ ». À ses yeux, les traces de « la première révolte contre le communisme soviétique après la Seconde Guerre mondiale » ne sont pas assez visibles en comparaison des traces du passé national-socialiste³⁹. L'action d'Alexandra Hildebrandt pour le maintien des photos fut soutenue par le président d'une autre association pour la mémoire du 17 Juin (Vereinigung 17. Juni), dont le président Carl-Wolfgang Holzapfel a même entrepris une grève de la faim afin d'exercer une pression sur le ministère des Finances⁴⁰. Il n'est plus question, en revanche, de l'association qui avait eu l'initiative du monument, Arbeitskreis 17. Juni, dans ce nouveau débat autour du monument et des panneaux photographiques. Or la différence majeure entre les deux associations concerne leurs membres. Alors qu'Arbeitskreis 17. Juni est exclusivement composée d'anciens participants à l'événement du 17 Juin, ce n'est pas le cas de Vereinigung 17. Juni⁴¹. Les positions d'Alexandra Hildebrandt et de Carl-Wolfgang Holzapfel sont un peu différentes de celle de Werner Herbig. Ils défendent avant tout des positions anticomunistes, comme le montrent d'autres actions menées par la directrice du musée du Mur à Berlin en même temps que cette action en faveur des panneaux photographiques⁴². Pour Alexandra Hildebrandt il est important d'attirer l'attention sur le caractère répressif du régime de la RDA. Cette revendication s'explique par le tournant qui a eu lieu en Allemagne dans la manière de parler de la RDA dans l'espace public à la suite d'émissions diffusées sur les télévisions allemandes à partir de l'été 2003, créant une vague de nostalgie de la RDA⁴³. Il était désormais possible de montrer la RDA sous un autre jour que celui de la répression. On se trouve donc en Allemagne dans un contexte de concurrence des mémoires de la RDA.

Face à ces revendications pour rendre le souvenir du 17 Juin plus visible et le conserver ainsi dans la mémoire collective allemande, le ministre des Finances Hans Eichel et l'Office fédéral du patrimoine (*Bundesvermögensamt*) répondent en termes de protection du patrimoine. Les façades du ministère sont classées, elles doivent donc rester en l'état et ne peuvent accueillir ces photos. En septembre 2004, le tribunal du Land de Berlin (*Landgericht*) trancha en faveur de la protection du patrimoine⁴⁴. Face à cet échec juridique, Alexandra Hildebrandt

38 « warum es in Berlin eine Vielzahl von Mahnmalen, Gedenkstätten und Museen gibt, die an die Opfer des Nationalsozialismus erinnern, aber kein geeignetes für den Aufstand [am 17. Juni] », Michael Sontheimer, « Gerangel um Fototafeln an Eichels Wand », *Spiegel online*, 17 juin 2004.

39 « die erste Revolte gegen den Sowjetkommunismus nach dem Zweiten Weltkrieg », *ibid.*

40 Antje Lang-Lendorff, « Gedenken abmontiert », dans *Berliner Zeitung*, 21 juin 2005.

41 Pour une distinction entre ces deux associations, voir Eisenfeld *et al.*, 2004 (note 33), p. 561-575.

42 Voir l'exemple du « monument aux victimes du Mur » composé de croix et morceaux du Mur installés à Checkpoint Charlie. Ulrich Paul, « Bundes-CDU macht sich für Fotos stark », dans *Berliner Zeitung*, 28 octobre 2004; Anna Reimann, « Mauer-Mahnmal im Touristenrummel », *Spiegel online*, 31 octobre 2004; Nikolaus Bernau, « Kreuze und Stelen », dans *Berliner Zeitung*, 13 janvier 2005.

43 Voir le numéro de *Deutschland Archiv* consacré en bonne partie à cette vague d'« ostalgie » : *Deutschland Archiv* 6, 2003.

44 Voir Deckwerth, 2004 (note 35).

s'est mise en quête d'une solution politique pour obtenir l'autorisation de maintenir les panneaux en place. Elle gagna le soutien du groupe parlementaire de la CDU/CSU, qui déposa une requête au Bundestag pour le maintien des photographies⁴⁵. L'argumentation des députés CDU telle qu'elle fut transmise dans la presse reprenait celle d'Alexandra Hildebrandt, à savoir la nécessité de rendre plus visible le caractère répressif du régime du SED, pour contrecarrer le message de la fresque de Lingner qui, d'après la requête des partis de l'Union, « glorifie le régime du SED⁴⁶ ». Minoritaire au Parlement, la CDU/CSU n'a pas réussi à convaincre les députés de la majorité ni le ministre SPD des Finances. Finalement, les panneaux photographiques furent démontés en juin 2005⁴⁷.

Ces débats autour des panneaux photographiques devant compléter le monument de Rüppel montrent que la mémoire du 17 Juin devient surtout un enjeu politique dans le traitement public du passé est-allemand et dans le passage à une mémoire culturelle de la RDA. Le soutien des députés CDU/CSU du Bundestag face au refus d'une majorité gouvernementale dirigée par le SPD rappelle l'instrumentalisation politique du 17 juin 1953 par les divers gouvernements de RFA⁴⁸. La lutte pour la transmission publique de la mémoire du 17 Juin a changé de porteurs, elle se fait désormais par les proches des témoins de l'époque, et non plus par les témoins directs ou les victimes elles-mêmes : ni Alexandra Hildebrandt ni Carl-Wolfgang Holzapfel, qui occupent désormais le devant de la scène publique en ce qui concerne la mémoire du 17 juin 1953, n'ont participé aux événements de ce jour-là.

Le débat autour de la mémoire du 17 Juin continue. Après cet échec des panneaux photographiques, l'association Vereinigung 17. Juni a proposé à la Ville de Berlin de baptiser la place qui abrite le monument de Rüppel – et qui n'a pas de nom pour le moment – « place du 17-Juin »⁴⁹. Donner ce nom serait un moyen de valoriser la place devant le ministère des Finances pour rendre ce lieu de mémoire plus repérable dans l'espace public berlinois que le monument de Rüppel à lui seul. Pour le moment, ce projet n'a pas encore été accepté malgré le soutien du ministère des Finances et du gouvernement de Berlin. Le conseil municipal chargé de la Construction dans l'arrondissement Mitte rejette cette demande car il existe déjà une « rue du 17-Juin » dans le même arrondissement⁵⁰.

45 Paul, 2004 (note 42).

46 « das SED-Regime verherrlicht », *ibid.*

47 « Tafeln zum 17. Juni sollen abgenommen werden », dans *Sächsische Zeitung*, 20 juin 2005, p. 2.

48 Voir Edgar Wolfrum, *Geschichtspolitik in der Bundesrepublik Deutschland. Der Weg zur bundesrepublikanischen Erinnerung 1948-1990*, Darmstadt, 1999.

49 Claudia Fuchs, « Senatskanzlei will Platz des 17. Juni in Mitte », dans *Berliner Zeitung*, 19 septembre 2007.

50 Les recherches pour le présent article se sont achevées début décembre 2012. Parmi les évolutions du débat public lié à ce monument commémoratif depuis cette date, nous précisons au lecteur que la demande de baptiser la place qui abrite le monument de Wolfgang Rüppel dont il est question dans le présent article *Platz des Volksaufstandes von 1953* a été acceptée en 2013, pour le 60^e anniversaire de l'événement.

L'étude des débats autour du monument commémoratif du 17 juin 1953 à Berlin a permis de mettre en évidence les processus mémoriels qui sont en jeu dans la mise en monument d'une mémoire vécue et qui contribuent à la définition du rôle d'un monument. Il ne s'agit pas seulement de se souvenir, mais aussi d'en arriver à une mémoire culturelle de l'événement. Avec le monument de Wolfgang Rüppel, on est passé d'un porteur humain à un porteur matériel de la mémoire du 17 Juin, un certain consensus entre mémoire vécue d'un groupe particulier et mémoire officielle a été trouvé. Mais le processus de transition vers une mémoire culturelle n'est pas encore achevé. Plus que le monument lui-même, ce sont surtout les débats qu'il a suscités et qu'il suscite encore qui participent à sa visibilité dans l'espace public et à la transmission de la mémoire de l'événement.